

**BULLETIN DE L'ASSOCIATION
DES GÉOGRAPHES FRANÇAIS**
1997, N°1

Espaces du monde arabe

Le 9 novembre dernier se tenait à Tours, sur le site d'URBAMA, la séance mensuelle de l'Association des Géographes Français, où se sont succédés onze intervenants dont les communications sont regroupées dans le BAGF.

En ouverture, S. Caratini invite à considérer l'alliance et la filiation comme des éléments clés de l'organisation socio-spatiale. P. Bonnenfant décrit ensuite le système d'irrigation dans le Wadi Zabid, au Yémen, et les bouleversements sociaux et techniques qui l'affectent. B. Destremeau évoque la relation des Palestiniens à leur espace, autant de territorialité imbriquées où agissent les systèmes de représentation, l'économie et la politique. M.F. Davie étudie le processus de la littoralisation au Liban et en Syrie. M. Laverge se penche sur la dimension hydraulique du conflit israélo-arabe en analysant la pénurie d'eau et le déséquilibre entre besoins urbains et agricoles en Jordanie. J.-M. Miossec analyse le rôle des acteurs privés et public dans l'essor du tourisme en Tunisie. J. Bisson propose une lecture de l'espace libyen, entre clientélisme et régionalisme tribal. Les différences régionales de l'importation de l'islamisme politique en Algérie sont analysées par J.-C. Brule et J. Fontaine, à partir des résultats des élections législatives de 1990 et 1991. J. Seguin décrit les antagonismes et les compromis entre les protagonistes de l'aménagement de l'espace en Arabie Saoudite. Enfin, A.-M. Frérot s'interroge sur le devenir des territoires nomades et sur l'impact et la décentralisation en Mauritanie.

Le contenu hétéroclite de ce bulletin illustre la diversité des mutations intervenues dans l'aire arabe, autant qu'il atteste du renouvellement des approches actuelles. Les géographes y sont invités à prêter davantage attention aux recherches menées dans des disciplines voisines. Il faut cependant regretter qu'un compte-rendu des discussions n'ait pu figurer dans cette foisonnante livraison, et qui aurait eu le mérite de lui conférer une cohérence que la succession des communications ne permet pas toujours de saisir.

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
DES GÉOGRAPHES FRANÇAIS
191 RUE SAINT-JACQUES 75005 PARIS.

**CAHIERS DE RECHERCHE
DU GREMMO**
N°5, 1996

Territoires et Mobilités

L'histoire des espaces méditerranéens montre que, face à des tensions économiques, politiques et culturelles, les hommes s'adaptent en accroissant leur mobilité et en recomposant des territoires aux échelles locales, inter-régionales et internationales. Dans cette livraison, une attention particulière est faite aux nouvelles manières de commercer ou de faire des affaires. Celles-ci ne sont jamais totalement en rupture avec le passé. Elles réactivent des savoir-faire plus anciens, s'appuient sur des liens de parenté et/ou communautaires réaffirmés, des réseaux transversaux réinvestis, en intégrant la nouveauté.

Les réseaux marchands en Afrique de l'Ouest offrent un modèle d'adaptation riche d'enseignements pour la compréhension de l'informalisation des économies occidentales. Dans le contexte de la mondialisation, les activités locales se réorientent pour se connecter à des circuits d'échanges internationaux tandis que de nouveaux acteurs émergent (hommes d'affaires, ingénieurs, avocats), assurant en Méditerranée orientale et au Moyen-Orient une part de la fonction de liant entre les groupes. De même, tout au long de leur histoire, les stratégies économiques des fourreurs de Kastoria, en Macédoine grecque, articulent milieu d'origine et sites d'installation, dans une optique de rentabilité de la main d'œuvre.

Deux autres textes sont consacrés à des périodes plus anciennes. Le premier fait état de la nouvelle centralité qui émerge à bab al-Faraj à Alep, à la fin du XIXème siècle. Bien qu'appartenant au système occidental, les acteurs de ce quartier interagissent avec ceux des souks plus anciens. Le second analyse le redéploiement, en direction d'Alep, des bédouins, nomades ou semi-nomades et des commerçants sédentaires. Menacés par la marginalisation de la Palmyrène sous le mandat français, ils assurent ainsi leur survie sur la base de relations préexistantes.

GRUPE DE RECHERCHE
ET D'ÉTUDES SUR LA MÉDITERRANÉE
ET LE MOYEN-ORIENT
UMR 5647 - Université Lumière Lyon 2
Maison de l'Orient méditerranéen -
7 rue raulin - 69007 Lyon

**REVUE DES MONDES
MUSULMANS ET DE LA
MÉDITERRANÉE**
N°79/80 - 1997

*Biens communs, patrimoines collectifs
et gestion communautaire dans les
sociétés musulmanes*

Au-delà des diversités historiques et géographiques, il existe un «dénominateur commun» juridique qui s'étend à l'ensemble du monde musulman. Dans *Formes juridiques, enjeux sociaux et stratégies foncières*, Sylvie Denoix pense le trouver dans l'existence de nombreux types de biens qui ne relèvent ni de la propriété privée individuelle, ni du domaine public, telles les terres communes non appropriées sur lesquelles une communauté exerce des droits.

Elles peuvent cependant faire l'objet, au cours de l'histoire, d'une appropriation de la part des usagers. Ainsi, dans l'Andalousie médiévale (XIème-XIIème siècles), l'évolution de l'agriculture vers des productions à plus grande valeur ajoutée a suscité le partage, entre paysans, des terres communes de leur village ou des biens d'État, *tout en conservant l'usage et l'entretien collectif des systèmes d'irrigation* (Vincent Lagardère).

La création des États modernes a conduit à la régression des terres tribales et, parfois, à la juxtaposition des droits positifs et coutumiers. Alors que l'ordre tribal se maintient dans les nouvelles organisations socio-agronomiques qui émergent en Syrie (France Métral), une nouvelle classe de paysans apparaît au Maroc, accédant à la propriété (*melk*) à la faveur des nouvelles conditions imposées par la présence des forces françaises, souligne Négib Bouderbala dans sa contribution sur *Les terres collectives du Maroc dans la première période du Protectorat*.

Le contrôle de l'accès à la terre par les différents pouvoirs marque une constante dans l'histoire des pays musulmans. En Tunisie, au cours de la période moderne, la classe dirigeante, par l'intermédiaire de la mainmise sur les *mawât-s*, s'est arrogée un prélèvement sur la rente foncière, la terre devenant alors sa principale source de revenu (Abdelhamid Hénia).

Edisud
La Calade - RN7 - 13090
Aix-en-Provence

■ MONDE ARABE
MAGHREB-MACHRECK

N°157 - juillet-septembre 1997

*Tunisie : dix ans déjà !
D'une République à l'autre*

Alors que l'Algérie monopolise aujourd'hui l'essentiel du discours médiatique et scientifique sur le Maghreb, la Tunisie reste relativement absente des débats publics et des écrits. Seul, le dossier des «droits de l'Homme» fait l'objet d'une certaine attention des médias occidentaux et des organisations humanitaires. Toutefois, le regard européen sur ce pays tend de plus en plus à se limiter aux dépliants touristiques délivrés par les agences de voyage et aux rapports annuels produits par les institutions internationales, telles que le FMI et la Banque Mondiale. Il est noté une certaine convergence des discours pour souligner la stabilité politique et économique de la «Tunisie nouvelle», comparée souvent aux dragons du sud-est asiatique.

Partant de leur position d'observateurs *in societa*, les auteurs de cette livraison de *Maghreb-Machrek* tentent d'aller au-delà des clichés et des idées reçues, établissant un bilan de la politique gouvernementale dans les différents secteurs (économie, éducation recherche, emploi, logement et justice) et rendant compte des principales tendances à l'œuvre dans la société tunisienne (rapport au politique, mobilisation sportive, nouvelles formes de contrôle social...). Cette série d'articles sur la période actuelle est complétée par deux éclairages historiques traitant de la question des élites du pouvoir et de l'implantation du capitalisme manufacturier au XIX^{ème} siècle.

Bien qu'hétérogène dans son contenu, le numéro offre une certaine cohérence, les auteurs ayant privilégié des études de cas, tirées directement de leur expérience de recherche dans le pays. Par ailleurs, les articles sont complétés par de nombreuses cartes, documents et notices bibliographiques.

En périphérie du dossier « Tunisie », on signalera une analyse détaillée des résultats des dernières échéances électorales en Algérie.

■ REVUE TUNISIENNE DE DROIT

Année 1996

La *Revue Tunisienne de Droit* 1996 propose, comme à l'accoutumée, la position d'une partie de la doctrine sur un certain nombre de questions juridiques. Deux articles sont ainsi consacrés à la loi du 17 avril 1995, relative au redressement des entreprises en difficulté, venue remplacer un régime de concordat préventif que sa complexité avait condamné à demeurer inactif. Salah Rezgui, analyse l'introduction d'une procédure de notification des signes précurseurs de difficultés économiques, mesure préventive destinée à permettre le sauvetage des entreprises. La loi de 1995 modifie l'ordre des priorités et relègue, notamment, le paiement des dettes au troisième rang après la poursuite de l'activité de l'entreprise et le maintien des emplois. Si, comme le constate Youssef Knani, les créanciers ne sont pas oubliés, ils sont surtout mis à contribution pour aider l'entreprise, et le législateur les oblige à suspendre leurs poursuites individuelles et leurs actes d'exécution et à continuer les contrats en cours.

Nadhir Ben Amor salue l'évolution récente de la jurisprudence en matière de responsabilité civile et notamment de l'abandon par les magistrats, de l'exigence d'un *fait de l'homme*, fautif ou non, comme condition de la responsabilité *du fait des choses*. Ralliement progressif à la position de la doctrine, les récents arrêts de la Cour de Cassation permettent la réparation des dommages causés aux victimes, notamment des accidents de la circulation, quand la faute d'un conducteur ne peut être prouvée.

Soukaina Bouraoui aborde également le domaine du droit de la responsabilité pour constater la relative inefficacité des mécanismes classiques en matière de réparation de dommages écologiques et la nécessité de mettre en place des institutions spécialisées dans la gestion des questions environnementales. A cet égard, l'auteur analyse les nouvelles missions confiées par le législateur tunisien, depuis 1992, à l'Agence Nationale de Protection de l'Environnement.

■ CONFLUENCES
MÉDITERRANÉE

N°23 - automne 1997

La Turquie interpelle l'Europe

Négociations tendues sur le statut de Chypre, demande d'adhésion à l'UE différée et vigueur accrue du nationalisme turc, assauts répétés contre le PKK, scandales politiques, instabilité gouvernementale et conflit larvé entre l'armée et le mouvement islamiste du *Refah*, etc. : la Turquie n'en finit pas d'être sous les feux de l'actualité internationale.

Le dossier proposé par la livraison d'automne de *Confluences* contribue à éclairer le débat en signalant les différents enjeux qui se développent dans ce pays et qui résonnent sur l'ensemble du pourtour méditerranéen. Les relations turco-européennes et l'hypothèse de voir Ankara rejoindre les Quinze occupent principalement l'attention des auteurs. Qu'elle soit *l'aboutissement naturel de l'option du peuple turc allant dans le sens de la modernité et de la contemporanéité* (N. Akyol) ou le résultat d'un choix stratégique de premier ordre dans la mesure où la Turquie représenterait un facteur de stabilité au cœur d'une région porteuse de conflit (H.B. Elmas), l'adhésion de la patrie d'Atatürk à l'ensemble européen ne semble pas manquer d'arguments. Mais la question chypriote et les divers contentieux juridiques avec la Grèce (S. Perrakis) ralentissent une intégration qui est loin de faire l'unanimité (A. Lamassoure). Néanmoins, les problèmes internes ne sont pas non plus ignorés. Les nationalismes turcs (T. Bora), l'insoluble question des Kurdes (M. Van Bruinessen), l'ambiguïté du mouvement islamiste *entre religion et État* (R. Cakir) et l'absence d'autonomie de la «société civile» (E. Kürkcü) font l'objet de développements qui ont le mérite à la fois de souligner la singularité de la scène turque et sa proximité avec les défis auxquels se trouvent confrontés les sociétés du pourtour méditerranéen.

QANTARA

n°23 - printemps 1997

Identité : Palestine

Niée par les Israéliens et le mouvement sioniste, dissoute et éclatée dans l'ensemble arabe, l'identité palestinienne existe-t-elle réellement ou n'est-elle qu'une illusoire construction de l'esprit destinée à unifier une communauté humaine engagée dans un processus d'édification étatique et national ? Tenter d'apporter un élément de réponse à cette interrogation primordiale participe indéniablement du travail d'intelligibilité des enjeux et des tensions de la scène moyen-orientale que les médias simplifient parfois outrageusement. Aussi faut-il accorder une attention toute particulière au dossier «Identité : Palestine» que propose *Qantara* dans sa livraison du printemps dernier.

En revenant sur les scènes de la vie quotidienne des Palestiniens au cours du XXème siècle, fixées par des photographies (B. al-Hajj) ou des œuvres littéraires, poétiques ou romanesques (E. Khoury, M. Darwich), les auteurs de ce dossier mettent en relief les composantes du sentiment national palestinien dont R. Khalidi se charge de dégager les racines. Ils s'inscrivent ainsi dans la continuité du «Printemps palestinien», vaste manifestation culturelle organisée, en France, du mois d'avril à juin 1997. Cette livraison donne un aperçu de la programmation des expositions (IMA et Fnac), des conférences et colloques, ainsi que des artistes dont les œuvres sont présentées (*Artistes de la Palestine*).

Enfin, il convient de relever deux contributions de qualité sur la vitalité et le caractère novateur du théâtre tunisien, centre du renouveau théâtral arabe (P. Abi Saab) et sur le narguilé, élément de convivialité, de sociabilité et de sérénité indissociable des sociétés orientales (K. Chaouchi).

Qantara
Institut du Monde Arabe
1, rue des Fossés-Saint-Bernard
75236 Paris Cedex 05

ESPRIT

N°233 - juin 1997

Le temps des religions sans Dieu

Voici une livraison d'importance et qui renoue avec une ancienne tradition d'*Esprit* dont les derniers grands dossiers thématiques consacrés à la religion dans les sociétés occidentales contemporaines remontent à une huitaine d'années. Le présent dossier, coordonné et présenté par J.-L. Schlegel et introduit par J.-Cl. Eslin, fait comme un pendant contrastif, pour ne pas dire critique, au dossier réuni dans la même revue il y a plus de dix ans, «La religion sans retours ni détours» (avril-mai 1986) dont la thèse est reconsidérée ici.

Pour le dire vite, le postulat même qui oriente l'ensemble des contributions est que, dans la culture occidentale contemporaine, le religieux, c'est-à-dire *les religions* et non pas exclusivement les grands monothéismes, est loin d'être chose résiduelle ou moribonde, encore moins morte. Cela est singulièrement vrai des «religions sans Dieu» : mouvements sectaires divers, ésotérismes de tous aca-bits, nouvelles traditions charismatiques aux marges du catholicisme institutionnel, formes fondamentalistes du judaïsme actuel et surtout systèmes philosophiques à tonalité spirituelle, inspirés ou non de ce qu'il est convenu d'appeler les «sagesses orientales» (traditions néo-bouddhistes en particulier), ayant presque toutes ceci en commun que l'éthique l'y emporte sur le religieux *stricto sensu*, et le spirituel sur le canonique, un spirituel souvent panthéiste.

Relativité d'un désenchantement hypothétique du monde ou processus de réenchantement, lame de fond incoercible ? Tous en tout cas s'accordent ici plus ou moins pour voir dans ces phénomènes le symptôme d'une mutation profonde dans la culture occidentale, allant de pair et signifiantivement avec un reflux, un affaïssissement même, pour beaucoup préoccupant, de la chose politique dans la cité.

Une vingtaine de contributions questionnent donc sous cet angle l'expérience contemporaine en Occident. Notons cependant avec un vif regret l'absence notable de toute référence significative aux évolutions actuelles de l'Islam qui eussent assurément au moins contrasté le débat (l'Islam sur la situation duquel en France *Esprit* annonce néanmoins un numéro prochain). Autre petit regret : la bibliographie proposée *in fine* et qui est bien trop sommaire et un peu trop concentrée sur le christianisme contemporain.

Esprit
212, rue St Martin - 75003 Paris

PROLOGUES

Hors série n° 1, nouvelle édition - 1997

L'urgence de (re)penser la politique

Après le succès rencontré par le premier numéro hors-série de *Prologues*, paru en juin 1996 en collaboration avec le quotidien *Libération*, la rédaction de la revue a fait le choix de rééditer cette livraison sous une nouvelle forme, tout en préservant le contenu. Ce dossier entend livrer aux lecteurs-citoyens un certain nombre d'outils théoriques et «d'avancées intellectuelles». Il repose sur une sélection de vingt-quatre ouvrages, publiés entre 1990 et 1995, qui sont présentés et commentés par des auteurs appartenant au collectif de la revue. A titre d'exemples, A. Cheddadi reprend les analyses brossées par J. Leca et J. Waterbury sur l'avenir des pays arabes et à propos des obstacles qui les empêchent de s'acheminer vers la démocratie (*Démocratie sans démo-crates*, sous la direction de Gh. Salamé, 1994), tandis qu'A. Filali-Ansary expose la pensée d'E. Gellner à propos des modèles de «société civile», de «Umma islamique» et de «société sans classe» (*Conditions of Liberty : Civil Society and its Rivals*, 1994). Ces présentations, regroupées en six catégories, correspondent à sept questionnements principaux : comment analyser et s'approprier intellectuellement et pratiquement les normes qui fondent l'ordre politique libéral et démocratique ? Comment concilier la raison et le mythe pour mieux situer la politique ? Sur le plan des relations internationales, va-t-on vers un *tribalisme à grande échelle* ? L'histoire islamique a-t-elle jusqu'ici constitué un processus à la marge de l'évolution générale de l'humanité ? Que penser des rapports entre islam et laïcité dans le cadre des sociétés musulmanes contemporaines ? Le credo islamique est-il compatible avec la modernisation sociale, économique et politique ? Quelles réalités, quelles trajectoires et quelles perspectives pour l'Etat-nation dans le tiers-monde ?

PROLOGUES -
Revue Maghrébine
du Livre
B.P. 125 144 - Ain Diab -
Casablanca 20 052